

En ce qui concerne l'hébergement, je voudrais au nom d'ALERTE dire que la situation est préoccupante et appelle à une remise à plat.

A la suite de la conférence de consensus organisée par la F.N.A.R.S., des propositions du collectif des associations unies autour de 13 axes de travail et à la suite du rapport d'Etienne Pinte, du lancement du chantier national prioritaire 2008-2012 et de la nomination du préfet délégué général, **des mesures importantes ont été engagées depuis un an**, parmi lesquelles : un programme massif d'humanisation des structures d'hébergement, une première étape vers la régulation du dispositif en Île-de-France avec la mise en place d'un groupe opérationnel de coordination de l'hébergement d'urgence, le développement de solutions de logement temporaire pour les personnes hébergées en attente de logement par la captation de logements privés (intermédiation locative), la mobilité vers le logement des personnes accueillies en centres d'hébergement (définition pour chaque département d'un objectif), la mobilisation des logements du 1% au profit des ménages reconnus prioritaires DALO. Par ailleurs, **la loi du 29 mars 2009 complète les outils à la disposition des préfets pour améliorer le pilotage du dispositif.**

Pour volontaristes qu'elles sont, ces mesures qui constituent des outils ne sauraient suffire à répondre à la situation à laquelle nous sommes confrontés.

En effet, **le système de prise en charge des sans abri, tel qu'il a été mis en place dans les années 90, est à bout de souffle.** Avec plus de 1.500 structures, essentiellement associatives, il est **éclaté, non régulé, insuffisamment orienté vers l'accès au logement.** L'État est confronté à l'injonction de l'urgence permanente, alors qu'il ne parvient pas à maîtriser les flux d'entrée ni à garantir une sortie soit parce que le logement n'est pas disponible soit parce qu'une partie des publics hébergés ne peut de toute manière y accéder (sans papiers).

La **dernière période hivernale, particulièrement rigoureuse, s'est globalement bien passée** mais pour partie grâce à un recours accru et massif aux nuitées d'hôtel et à l'ouverture de 6.500 places d'hiver

Ce sont les principes mêmes d'organisation du dispositif qui doivent être repensés dans une logique de meilleure réponse aux besoins et de maîtrise des coûts, ce qui n'a pu être fait à travers la RGPP.

Nous demandons une accélération forte de la mise en œuvre du chantier national prioritaire 2008-2012.

En ce qui concerne spécifiquement l'hébergement parmi les 16 mesures annoncées, seules 8 ont été engagées.

Malgré les textes officiels, malgré les engagements pris par les pouvoirs publics, les principes fondamentaux qui structurent l'accueil et l'hébergement d'urgence ne sont pas respectés. Ainsi nombre de personnes continuent de retourner à la rue, faute d'une prise en charge adaptée dans la durée. Certains publics sont plus malmenés que d'autres : les personnes accompagnées d'animaux, les personnes à mobilité réduite, les personnes souffrant de troubles psychiques ou de conduites addictives trouvent plus difficilement des solutions d'accueil.

Surtout, c'est l'accueil inconditionnel qui est constamment remis en cause, avec la discrimination exercée à l'encontre des personnes en situation irrégulière.

Quant au plan hivernal, le bilan ressemble tristement à celui des années précédentes : pas assez de places et trop d'interrogations quant au sort des personnes accueillies après la fermeture de ces lieux temporaires.

Les principes d'accueil inconditionnel, de non remise à la rue, d'accompagnement personnalisé sont des principes qui sont encore lettre morte.

Pour autant au nom d'ALERTE nous demandons que dans le cadre des travaux menés en particulier par Monsieur le Préfet REGNIER soient retenues des mesures concernant :

- **La prévention des personnes courant le risque de se retrouver à la rue et la mobilisation des institutions « excluantes »:**
 - **Il convient de repartir des recommandations du Rapport Pinte, de la conférence de consensus de la FNARS relatifs à :**
 - la protection de l'enfance et aux jeunes sortants du système scolaire
 - La suspension des expulsions
 - Les personnes handicapées sans solutions d'accueil et d'accompagnement
 - Les personnes sous main de justice
 - Les personnes sortant de l'armée sans orientation ni formation
 - Les personnes en souffrance psychique à la rue
 - Etc ...
 - **L'état et les collectivités locales ont un devoir de protection des personnes**
 - **Le développement de la formation des professionnels :**
 - Les efforts de formation ne doivent pas être faits seulement en direction des travailleurs sociaux (IRTS, université, IUT) mais aussi en direction des personnes travaillant au sein des services de l'état et des collectivités territoriales, des médecins ... (ENA, CNFPT, EHSP...)
 - Le changement des politiques publiques à destinations des personnes sans abri ne peut se faire sans une formation de l'ensemble des acteurs de l'action sociale au sens large sur la prévention des situations fragiles des personnes risquant de se retrouver dans la rue
- **Une sensibilisation de l'opinion publique européenne sur la question des personnes sans abri** (campagnes de presse...)
- **Le développement d'un dialogue avec les partenaires sociaux :**
 - **Syndicats employeurs et salariés aux niveaux national et européen pour élaborer une politique de l'emploi durable et de qualité**

Il faut donc :

- accélérer le processus d'humanisation et de réhabilitation des centres d'hébergement et lever les freins technico-administratifs locaux ;
- Renforcer les équipes d'encadrement en travailleurs sociaux et l'accompagnement social ;
- Mobiliser du foncier public et construire des places d'hébergement dans les « zones tendues » ;
- Unifier le statut des structures d'hébergement ;
- Renforcer les maraudes, le 115 et autres dispositifs d'accueil souples de jour comme de nuit ;
- Développer les équipes pluridisciplinaires ;
- Accroître la professionnalisation.